

PS - CDH : bras de fer à tous les étages

Les deux partenaires francophones jouent un jeu d'influences théâtral en Wallonie et se bagarrent idéologiquement à la Communauté française. Les humanistes neutralisent des socialistes fragilisés. Et les provoquent à Bruxelles, avec l'affaire Özdemir. Haute tension ?

Par **Olivier Mouton**

«

C

e n'est pas l'enfer, mais c'est tendu par moments... » « Tout n'est pas magnifique, mais nous respectons loyalement l'accord de majorité. » Lorsqu'on interroge les partenaires PS-CDH en Wallonie et à Bruxelles, ils s'expriment par euphémismes : ce n'est pas encore la guerre ouverte entre socialistes et humanistes, non, mais les sources d'irritation se multiplient. Au risque de gripper la timide mécanique des gouvernements dirigés par les socialistes Magnette, Demotte et Vervoort. « J'ai confirmation que la situation se dégrade, on en parle beaucoup dans les couloirs du parlement, jubile Pierre-Yves Jeholet, chef de groupe wallon du MR, dans l'opposition. PS et CDH se sont bien entendus au début pour détricoter tout l'héritage d'Ecolo, mais depuis quelques semaines, il y a des tensions presque tous les jours. »

Ce bras de fer généralisé trouve son origine dans la décision précipitée du PS de se marier avec le seul CDH, en juillet 2014. Il a été avivé à la mi-mars par l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur les cours philosophiques, qui relance une simili guerre scolaire. Et il vient de prendre un nouvel élan avec l'affaire Özdemir : l'exclusion de la députée bruxelloise CDH pour déni de génocide arménien jette une lumière crue sur l'absence de sanction réelle pour Emir Kir au PS, dans des circonstances similaires. Un fameux pied de nez à ce partenaire dont le CDH veut absolument se « déscotcher »...

Wallonie : « Le CDH roule des mécaniques »

Tout débute un petit matin de juillet 2014. Après avoir eu des contacts sérieux avec Charles Michel après les élections pour envisager une formule rejetant le PS dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir, Benoît Lutgen s'impatiente de ne plus recevoir de nouvelles de son homologue libéral. Après un dernier appel téléphonique, il accepte l'offre socialiste de composer les majorités régionales à Bruxelles et en Wallonie. « Si je ne conclus pas un accord à ce moment-là, nous aurions été dehors partout », dira-t-il ●●●

●●● plus tard. Dans l'aventure, le président humaniste exige toutefois d'être seul aux tables wallonne et francophone –

le FDF s'imposant à Bruxelles. Objectif de Lutgen : être incontournable, pour gagner la négociation. « Nous avons obtenu qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts en Wallonie, se réjouit-on au CDH. Et nous avons exigé le respect de principes importants en matière d'enseignement. »

Le résultat est palpable : les humanistes neutralisent les socialistes sur des pans entiers des politiques menées au sud du pays, en imposant leur vue en matière de fiscalité et de respect de la rigueur budgétaire. Et ils ne manquent jamais une occasion de se profiler au centre-droit. « Manifestement, ce mariage a nécessité de grosses concessions de la part du PS, analyse Stéphane Hazée, chef de groupe Ecolo au parlement wallon. Le CDH pèse bien davantage que le rapport de force parlementaire de 13 députés contre 30 et se permet vraiment beaucoup de choses. Les sorties de Carlo Di Antonio ou les latitudes prises par Maxime Prévot à l'égard de l'accord de gouvernement prouvent que le CDH se sait en position de force. »

Au PS, on reconnaît que plusieurs sorties des ministres CDH ont été ressenties comme « des coups de poing dans la figure ». Le ministre Carlo Di Antonio, surtout, les irrite avec ses effets d'annonce à répétition, voire les heurte de front quand il propose une gestion unique des aéroports wallons de Liège et de Charleroi ou lorsqu'il se prononce pour un service minimum aux TEC. Le vice-ministre-président Maxime Prévot n'est pas en reste avec ses plaidoyers pour l'intervention du privé dans les maisons de repos, la gestion des zonings ou des autoroutes. Même André Antoine, président du parlement wallon, ulcère le PS tant il tire la couverture à lui, anticipant une conférence de presse commune sur la commission du renouveau démocratique par une interview solo ponctuée par ces mots : « Je ne suis pas un président d'apparat. »

« Il s'agit avant tout d'une question existentielle pour le CDH, estime Pierre-Yves Jeholet. Au fédéral, on l'entend très peu, il est nettement plus mal à l'aise que le PS et Ecolo car il y a des pans de notre programme auquel il peut souscrire. Voilà pourquoi en Wallonie et à Bruxelles, il doit s'affranchir après avoir fait le choix de rester scotché au PS. Les ministres CDH sentent que le PS est affaibli et roulent des mécaniques. » Un constat qui n'est pas démenti chez les humanistes. « Cela dit, les deux partenaires marquent tous les deux leur territoire, souligne Stéphane Hazée. Le PS a lui aussi montré ses muscles en enterrant la fusion communes-CPAS. »

La majorité wallonne est, en réalité, une pièce de théâtre permanente. « Paul et Maxime s'entendent particulièrement bien, acquiesce un ministre PS. Quand il y a des tensions sur les dossiers sensibles, ils ont non seulement une compréhension des enjeux mais aussi de leurs différences. Cela permet à chacun de se positionner. » « Sous la législature précédente, les débats au sein de la tripartite bloquaient le gouvernement, explique Christophe Collignon, chef de groupe PS. Ici, ils se font au parlement. Je préfère ça, c'est sain, cela prouve que le gouvernement fonctionne. » Une forme de méthode Coué.

Communauté française : « Un vrai conflit »

Le feu entre PS et CDH couvait davantage en Communauté française. L'arrêt de la Cour constitutionnelle tombé mi-mars, qualifiant de « facultatifs » les cours de religion et de morale dans l'enseignement officiel, a encore soufflé sur les braises. « Les choses se passaient plutôt bien jusque-là, confie un ministre socialiste. Mais cet arrêt est venu accélérer ce débat sur les cours philosophiques que nous vou-

lions mener sereinement. Les piliers se sont réveillés, de part et d'autre : ils défilent dans nos bureaux. Dans les milieux laïques, certains se sont dit qu'après *Charlie Hebdo*, c'était le moment d'obtenir des avancées. Le Segec (réseau libre) n'a pas voulu rester en dehors du coup. Cela s'est crispé entre nous parce que chacun était soudain confronté à ses réalités. Mais il ne faut pas réveiller les démons de la guerre scolaire. Ce n'est plus le clivage dominant de la société. »

« Ce sont là de vrais conflits parce qu'on touche à des matières qui divisent fortement PS et CDH sur le plan idéologique, commente Stéphane Hazée. Nous avons assisté ces derniers temps à de vrais actes d'hostilité. » Plusieurs notes sensibles ont en effet « fuité » dans la presse, provoquant la colère de la ministre CDH en charge du dossier, Joëlle Milquet. André Flahaut, ministre PS du Budget, a provoqué de son côté un séisme en diffusant un communiqué de presse qui rappelait sa collègue humaniste à l'ordre et exigeait la création de deux heures de cours de citoyenneté. « Je n'étais pas au courant, il l'a rédigé tout seul comme un grand, se défend un collègue du gouvernement. Le cours de

citoyenneté, c'est un peu son bébé, il fut le premier à en parler dans les années 1990... »

Marie-Martine Schyns, cheffe de groupe CDH au parlement francophone, ne cache toujours pas son agacement : « Il y a eu une grosse incompréhension au sujet de cette sortie dans la presse d'un ministre qui a pourtant l'occasion de faire part de ses remarques au gouvernement, déclare-t-elle. Nous pensons qu'il faut se donner du temps pour ce cours d'éducation à la citoyenneté. Construire un cours, c'est construire des référentiels. La ministre s'est engagée à consulter les parlementaires sur les contenus. Au moment où les groupes de travail atteindront leur vitesse de croisière, la question du nombre d'heures se résoudra d'elle-même. Chaque chose en son temps. Il faut aussi arrêter de penser qu'un tel cours va résoudre tous les problèmes de l'après-*Charlie* comme on le laisse parfois entendre. » Pour le MR, « le PS est prêt à faire une majorité alternative sur les cours philosophiques » : « Croire que Flahaut va laisser tomber, c'est mal le connaître ! »

La bombe de ce gouvernement chahuté sur le plan scolaire et fortement malmené sur le plan budgétaire, c'est toutefois Joëlle Milquet. Sa forte personnalité braque les socialistes.

« Laurette (Onkelinx) et Elio (Di Rupo) savaient composer avec elle, mais c'est plus difficile pour un Flahaut ou un Demotte », juge-t-on dans les rangs socialistes. « C'est objectivement compliqué de travailler avec elle, prolonge un ministre. Dans une même phrase, elle peut dire tout et son contraire. Vu son nombre incroyable de compétences, il y a forcément beaucoup de sujets de discorde. Franchement,

nous faisons des efforts pour ne pas concentrer nos critiques et éviter l'incident, même si ce n'est pas facile. C'est une bonne ministre, une incroyable bosseuse, j'ai énormément de respect pour elle, mais on sent qu'elle n'a pas encore tout à fait accepté de ne plus être au fédéral. » « On ne peut pas contester qu'elle prend beaucoup de place », ironise Christophe Collignon.

Au sein du CDH aussi, son caractère impétueux et hors de contrôle n'a pas fini de faire des vagues. « Mais au moins, Joëlle est une forte tête qui fait passer ses idées, murmure un ténor du CDH bruxellois. A la Région bruxelloise, en revanche, les socialistes n'ont pas beaucoup à se plaindre : Céline Fremault est consensuelle au possible... »

Bruxelles : « Le pied de nez de Lutgen »

Au sein du ménage à trois bruxellois, les grincements de dents sont en effet moins fréquents entre PS, CDH et FDF. Ça ronronne. La source d'irritation entre partenaires est venue d'ailleurs, sous la forme d'un scud envoyé à Elio Di Rupo par un Benoît Lutgen soucieux de se démarquer en permanence sur le terrain des valeurs. Le 22 mai dernier, sur la Première, le président du CDH avait répondu spontanément, alors qu'on l'interviewait sur l'affaire Kir, qui ébranle le PS depuis plusieurs semaines : « S'il y a un négationniste au sein du CDH, il est dehors dans la seconde. » CQFD : une semaine plus tard, le CDH a exclu sans coup férir la députée bruxelloise Mahinur Özdemir, coupable de ne pas vouloir reconnaître le génocide arménien. Comme Emir Kir.

Cette décision fut perçue comme un vrai pied de nez aux socialistes, incapables de trancher le cas Kir. « Benoît Lutgen s'est en réalité retrouvé coincé, nuance ce ténor CDH bruxellois. Quand il a affirmé que les négationnistes seraient mis à la porte du parti, oui, c'était clairement pour se démarquer du PS. Ce qu'il ne savait pas, c'est qu'on le prendrait au mot en interrogeant Özdemir. Et qu'il devrait passer rapidement à l'acte. » « C'est un beau coup pour le CDH wallon, poursuit un autre. Mais à Bruxelles, le calcul est certainement plus difficile à réaliser car cet électorat compte énormément. Ce n'est pas pour rien que Joëlle Milquet a exprimé son soutien à la députée exclue. »

« Lutgen a agi selon une perception wallonne, il ne connaît pas la diversité bruxelloise, souligne une source socialiste. La question n'est pas aussi simple, il faut voir l'incroyable pression qui pèse sur ces députés d'origine turque. Notre position après l'affaire Kir a été diversement appréciée, nous en sommes conscients. Mais nous avons fait un autre choix : celui de mener un travail de fond, constructif, pour aider cette communauté à faire son chemin. »

En attendant, au CDH, on sourit encore de la « fragilité actuelle du PS ». Et on compte bien en profiter... ● O. M.